

Minister for
International
Trade



Ministre du
Commerce
extérieur

N^o 214

Le 24 septembre 1990

LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ANNONCE QUE LE
CANADA PARTICIPERA AUX NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE
AVEC LES ÉTATS-UNIS ET LE MEXIQUE

Le ministre du Commerce extérieur, John C. Crosbie, a annoncé aujourd'hui la décision du Canada de participer avec le Mexique et les États-Unis à des discussions visant à établir la base d'éventuelles négociations sur une entente de libre-échange entre les trois pays.

Le premier ministre Mulroney a écrit au président Salinas et au président Bush pour leur faire part de l'intérêt du Canada de participer, avec le Mexique et les États-Unis, à des négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange nord-américain qui serait à l'avantage des trois pays.

"Au cours de récentes discussions tenues avec le Mexique et les États-Unis, nous avons tous convenu que le Canada devrait participer à des consultations exploratoires en vue d'établir la base de négociations ultérieures sur une entente de libre-échange liant les trois parties", a déclaré M. Crosbie.

"Au cours des prochains mois, nous allons donc chercher à déterminer quels seront l'ampleur, les éléments et les modalités de ces négociations. Je suis convaincu que cet exercice sera fructueux et montrera qu'il est possible de conclure un accord mutuellement avantageux, a ajouté M. Crosbie. Quant aux négociations proprement dites, elles devraient commencer au cours de l'année prochaine".

Le ministre a par ailleurs expliqué en ces termes les raisons qui ont motivé la décision du gouvernement: "Nous voulons garantir nos débouchés commerciaux sur le marché nord-américain, qui est vital pour nous. Or, le Mexique est de plus en plus présent sur ce marché, et il est pour le Canada un partenaire dont l'importance ne cesse de croître. Nous en sommes donc venus à la conclusion qu'il y va de l'intérêt du Canada de participer dès le départ aux pourparlers de libre-échange amorcés initialement par le Mexique avec les États-Unis. Autrement, nous laisserions passer une chance d'influencer directement et sur place des négociations qui pourraient se répercuter sur nos intérêts commerciaux en Amérique du Nord".

.../2